



LA SITUATION

PHOTO ROBERT CAPA 1936 - DOMAINE PUBLIC

1936
UNE EXPÉRIENCE
D'ÉPOQUE

LA SITUATION D'ÉPOQUE

1934-1937

Les anarchistes et le Front Populaire
(publié le 3 Avril 2015)

Cette année a été celle de toutes les commémorations : Charte d'Amiens, Révolution espagnole, insurrection hongroise, et bien sûr Front populaire. Pour évoquer ce dernier événement, le mensuel Alternative libertaire a choisi non pas de retracer la geste héroïque des grèves et des occupations d'usine, ce qui a largement été fait par ailleurs, mais d'opérer un retour critique sur l'action des anarchistes durant cette période de 1934-1936.

Le soir du 6 février 1934, des milliers de manifestants, en partie armés, marchent sur l'Assemblée nationale à Paris, à l'appel des ligues d'extrême droite. La police contient difficilement la foule, ouvre le feu. Les combats durent une partie de la nuit ; il y aura 2 000 blessés ; on relèvera 16 morts.

Le danger représenté alors par l'extrême droite en 1934 n'est pas imaginaire. Ses différents acteurs — Action française, Jeunesses patriotes, Solidarité française, Francistes, Croix de feu — totalisent plus de 200.000 adhérents. À titre de comparaison, le PCF en aligne alors 30.000 et le PS-SFIO 120.000. L'Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR) elle, compte environ un millier de militants. Les trotskistes de la Ligue communiste, une centaine.

Au final, le bilan du 6 Février est maigre pour l'extrême droite, qui n'est parvenue à faire la démonstration que de ses divisions et de ses hésitations. Mais le contexte de montée du fascisme en Europe va pousser la gauche française à dramatiser les événements, en dénonçant le “complot fasciste” et une tentative de “coup d'État”.

La riposte ouvrière à l'extrême droite

Dès le 7 février, une réunion est convoquée par la CGT pour préparer la riposte. Tous les groupements de gauche et ouvriers, dont la SFIO, la Ligue des droits de l'homme et l'UACR répondent présent¹ — à l'exception du PCF et de son appendice syndical, la CGTU. Une grève générale et une manifestation sont décidées pour le 12 février.

Les communistes viendront-ils ? Rien n'est moins sûr. Entre le PCF et le reste du mouvement ouvrier, les directives de l'Internationale communiste (Komintern), creusent un abîme infranchissable. En vertu de sa stratégie "classe contre classe", bourgeoisie, anarchisme, social-démocratie et fascisme sont mis dans le même sac et traités en ennemis — en particulier la social-démocratie qui se voit qualifier dans L'Humanité, à longueurs de colonnes, de "social-traître", "social-patriote", "social-flic" et même "social-fasciste" !

Le 9 février, PCF et CGTU appellent d'ailleurs séparément à une grève et à une manifestation sur leurs propres mots d'ordre : à la fois hostiles au fascisme et à la social-démocratie. Mais leur appel est peu suivi et n'apporte qu'un résultat médiocre.

A contrario, la journée de grève et de mobilisation du 12 février rencontre un succès immense. Des centaines de milliers de personnes défilent dans toute la France. On compte un million de grévistes rien qu'en Région parisienne. Coup de théâtre enfin : le PCF et la CGTU se sont ralliés in extremis. À Paris, sur le Cours de Vincennes, l'émotion est à son comble ; une foule de 100.000 personnes scande « Unité d'action ! Unité d'action ! »²

¹ Nicolas Faucier, "Dans la mêlée sociale, itinéraire d'un anarcho-syndicaliste" (La Digitale, 1983). Dans ces mémoires, Faucier raconte cette réunion à laquelle il participa.

² Jacques Fauvet, *Histoire du Parti communiste français*, (Fayard, 1964).

Fièvre unitaire à l'UACR

Cette journée historique du 12 février, les anarchistes y participent aussi. Aussi bien l'UACR, qui la veille avait publié un numéro spécial du *Libertaire*, que la CGT-SR (Syndicaliste révolutionnaire) — ancêtre de l'actuelle CNT. Les libertaires n'échappent pas à l'euphorie unitaire du moment et il semble bien que, dès avant le 12 février, l'UACR a "flairé" que le mouvement ouvrier était au seuil d'un tournant politique majeur.

La suite des événements sera effectivement au diapason et, poussés par la base, les appareils socialiste et communiste — avec la bienveillance du Komintern dans le second cas — se rapprocheront peu à peu. En réalité, Moscou a tiré le bilan de l'avènement de Hitler, dû en grande partie à la désunion entre socialistes et communistes, et veut changer de braquet.

Mais quelle va être l'étape suivante, après le 12 février ? Quelle va être la traduction politique de cette "unité d'action" dont désormais tout le monde parle ? Dans *Le Libertaire*, Lashortes n'hésite pas à écrire qu'il s'agit « d'opposer au programme politique fasciste un programme politique de front unique antifasciste. [...] Il faut opposer au fascisme non pas la défense d'un régime qui ne peut se défendre, mais les solutions politiques communes à toutes les formations [...] qui adhéreront au Front unique. Et j'entends bien qu'une politique ainsi définie sera le résultat d'un effort extrême de conciliation [...] »³ Certes Lashortes est coutumier de ce genre de déclarations imprudentes, que souvent ses camarades lui reprocheront après coup. Mais cet article traduit l'état d'esprit du moment à l'UACR, guère éloigné d'ailleurs de celui de la CGT-SR, qui voit dans le 12 Février « le

³ *Le Libertaire*, 30 mars 1934. Cité par Jean Rabaut, "Tout est possible ! Les « gauchistes » français 1929-1944" (Denoël, 1974).

premier acte d'une révolution que rien ne pourra arrêter »⁴.

Divergences de vues

L'UACR est alors la principale organisation anarchiste française. Elle se vit comme dépositaire de la tradition anarchiste ouvrière et syndicaliste d'avant 1914 et, à ce titre, dispose encore d'une implantation et d'une influence non négligeables, notamment dans le bâtiment, la métallurgie et chez les ouvriers agricoles⁵. Ses dirigeants Frémont, Lecoin, Le Meillour, Faucier, sont ouvriers eux-mêmes. Son hebdomadaire, *Le Libertaire*, affiche un tirage en baisse, à 10.000 exemplaires, mais le titre conserve sa notoriété. Son contenu est riche, rigoureux, et globalement débarrassé du folklore anar (émancipation par le végétarisme, le nudisme, etc.) qui se perpétue dans des publications de moindre importance.

L'organisation a été affaiblie, quelques années plus tôt, par une scission de sa frange "traditionaliste" qui a formé l'Association des fédéralistes anarchistes (AFA), un groupement relativement amorphe qui promeut une "anarchie" principalement culturelle et philosophique, mais qui bénéficie de la présence du prestigieux Sébastien Faure.

Dès le mois de mai 1934 se tient un congrès de réunification UACR-AFA, sous l'étendard de l'antifascisme. L'UACR fait des concessions : elle adapte ses statuts aux manies en usage à l'AFA (refus de payer des cotisations régulières, localisme, individualisme) et doit renoncer à la référence communiste et révolutionnaire de son sigle pour se rebaptiser UA. Les ouvriéristes de l'organisation — Guyard, Carpentier, Ridet — refusent

⁴ Article de Pierre Besnard dans *Le Combat syndicaliste* du 16 février 1934. Cité par Jérémie Berthuin, "La CGT-SR et la Révolution espagnole" (CNT-RP, 2000).

⁵ Jean-Pierre Rioux, "Révolutionnaires du Front populaire" (UGE, 1973).

cette édulcoration de l'identité révolutionnaire et rompent pour former la Fédération communiste libertaire (FCL). Cette FCL, trop réduite, trop isolée, n'aura qu'une existence éphémère. Elle reviendra au bercail deux ans plus tard⁶.

Le congrès précise en outre la stratégie antifasciste. En théorie, toute alliance avec les partis politiques est exclue. Dans la réalité, elle ne cessera pas. Déjà une dérogation est admise : sur le modèle de ce qu'elle a fait après le 6 février, l'UA pourra participer à des comités antifascistes unitaires dans la mesure où les syndicats en seront à l'origine. Ce sera le cas dès l'été 1934, avec la participation au centre de liaison et de coordination des forces antifascistes de la Région parisienne.

Quoiqu'en disent les mécontents, la réunification est fructueuse pour l'UA, dont les effectifs repartent à la hausse, de même que les ventes du Libertaire. L'organisation semble plus solide pour affronter les événements qui s'annoncent.

Le virage patriote du Front populaire

Depuis février 1934, l'UA a considéré que la riposte à l'extrême droite et l'enthousiasme unitaire ont créé un sursaut positif dans une classe ouvrière apathique. Ce n'est qu'à l'automne 1934 qu'elle commence à s'inquiéter de la tournure que prennent les événements : les communistes viennent alors de déclarer publiquement qu'ils souhaitent inclure le Parti radical dans l'unité d'action !

Le "Front populaire" prôné par le PCF se précise alors : il s'agit non pas d'un front ouvrier, mais d'un front républicain. Plus question d'amener la petite bourgeoisie sur les revendications du prolétariat. Plus question de risquer l'effrayer avec des mots d'ordre virulents. Il

⁶ Il s'agit de la "première FCL", sans rapport avec celle qui existera entre 1953 et 1957.

s'agit au contraire d'aligner les organisations ouvrières sur le programme du parti radical qui, subitement, n'est plus qualifié par le PCF de "parti bourgeois" mais de "représentant des classes moyennes".

L'explication de cette évolution est donnée le 2 mai 1935 avec la signature du Pacte Laval-Staline d'assistance mutuelle franco-soviétique, par lequel la France devient un appui militaire pour l'URSS. Illico, le PCF fait une croix sur quinze ans d'antimilitarisme et d'internationalisme, adopte un discours patriotique et approuve le réarmement de l'État français. Ce virage patriote révolte les anarchistes, qui bientôt affubleront les militants du PCF du nouveau sobriquet de "naco", pour "national-communiste".

Pourtant l'UA n'est pas encore totalement détachée du Front populaire. Elle prend part au grand défilé antifasciste prévu le 14 juillet 1935. Mais, le préfet ayant refusé la présence des drapeaux noirs, ses militantes et ses militants en sont réduits à défiler de façon anonyme, dans leurs cortèges syndicaux. Ce 14 juillet 1935, bleu-blanc-rouge jusqu'à la nausée, laissera un souvenir cuisant aux révolutionnaires. Car c'est à cette occasion que le PCF adopte le drapeau tricolore à égalité avec le drapeau rouge ; que La Marseillaise se mêle à L'Internationale ; et que, dans le discours unitaire, on en fait appel à Jeanne d'Arc !

En août, éclatent des grèves violentes — plusieurs grévistes tués par la police — à Brest et Toulon. PCF, SFIO et Parti radical les dénoncent, feignant de n'y voir qu'une provocation de la "pègre" voire des "fascistes". Tout ce qui menace l'ordre républicain est désormais proscrit. Dans L'Humanité, Jacques Duclos assène : « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le Parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs. »

L'été 1935 sonne donc le glas des sympathies que pouvait avoir l'UA pour le Front populaire. La coupe est pleine. Toutes les passerelles sont rompues. « Le Front

populaire est mort, tonne Sébastien Faure. Tant mieux. De profundis. »⁷ Le virage patriote du PCF fait dire à l'UA, se référant à l'expérience de 1914, que « le Front populaire est une Union sacrée avant la lettre ». Par la suite, le ton sera encore plus tranchant : « Le Front populaire, c'est l'Union sacrée, et l'Union sacrée, c'est la guerre. »⁸

La stratégie du “Front révolutionnaire”

Il n'est plus possible pour l'UA de suivre le courant comme elle l'a fait depuis février 1934. Il lui faut réévaluer sa stratégie. C'est chose faite lors du congrès qu'elle tient les 12-13 avril 1936, avec l'adoption de la stratégie de “Front révolutionnaire”, opposé au Front populaire.

Il s'agit désormais de se coaliser avec les minorités révolutionnaires existant au sein ou en-dehors de la SFIO — en premier lieu la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, qui en juin 1938 fera scission pour créer un Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) assez perméable aux thèses de l'extrême gauche (trotskiste ou libertaire).

L'objectif primordial de ce “Front révolutionnaire” est de lutter contre la nouvelle “Union sacrée”. Déjà, plusieurs mois avant le congrès de l'UA, les 10 et 11 août 1935, les diverses minorités (revue *La Révolution prolétarienne*, pivertistes, trotskistes, conseillistes, UA, CGT-SR...) avaient tenu une Conférence nationale contre la guerre qui proclamait : « Ce n'est pas d'une guerre impérialiste mais de la lutte sociale que nous attendons la chute du régime hitlérien. Nous voulons opposer l'unité ouvrière à l'union sacrée que l'on nous prépare. »⁹

La stratégie de Front révolutionnaire va permettre à l'UA se rompre l'isolement qui la menaçait, et de se poser

⁷ *Le Libertaire*, 13 décembre 1935.

⁸ *Le Libertaire*, 20 mars 1936.

⁹ Jean-Pierre Rioux, op. cit.

comme une force politique d'entraînement — notamment dans le feu des grèves qui éclatent un mois après son congrès.

L'UA un peu dépassée par les grèves

Le raz-de-marée gréviste qui dure quatre semaines à partir du 11 mai va dépasser toutes les forces politiques et syndicales. L'UA, à bien des égards ne fait pas exception. Même si ses militant-es jouent un rôle central en bien des endroits¹⁰, l'organisation a du mal à analyser la situation au-delà du caractère quantitatif des grèves. Elle ne comprend que tardivement ce que la pratique inédite d'occupation des usines recèle de potentiellement autogestionnaire. Le 12 juin, l'éditorial du *Libertaire* titre encore « Bifteck d'abord ! » et reste muet sur les perspectives politiques. Il faut attendre le 3 juillet, après la fin des grèves, pour que *Le Libertaire*, sous la plume de Nicolas Faucier, se risque à proposer la revendication de “contrôle ouvrier” sur les usines.

Une autre lacune de l'UA tient à une certaine frilosité du mouvement anarchiste en général. « Les vieux syndicalistes révolutionnaires [...], raconte Daniel Guérin, alors militant pivertiste à la CGT, qui ont en poche leur carte syndicale depuis des dizaines d'années, font grise mine aux millions de nouvelles recrues, à ces maudits inorganisés d'un passé trop récent, à qui ils ne pardonnent point d'avoir tant attendu pour trouver le chemin du syndicat. Attitude absurde, mesquine, stérile et qui fera, en fin de compte, le jeu de la colonisation stalinienne. »¹¹

¹⁰ Dans son étude Juin 36, l'historien cégétiste et socialiste Georges Lefranc n'hésite pas conclure : “Anarchistes, trotskistes, communistes de stricte obédience et pivertistes ont fourni l'essentiel des cadres” du mouvement.

¹¹ Daniel Guérin, “Front populaire, révolution manquée” (Actes Sud, 1997).

Néanmoins l'UA profite beaucoup de la vague de grève. Ses effectifs grimpent à près de 4.000 adhérent-es, et le tirage du *Libertaire* s'envole : 25.000 exemplaires et 5.000 abonnés en 1937.¹² Des ouvriers communistes en rupture de ban, qui n'ont pas supporté le virage de leur parti, rejoignent ses rangs. L'organisation semble avoir polarisé également les sympathies des jeunesses socialistes, qui sont au premier rang de la contestation au sein de la SFIO. On constate des phénomènes d'alliance, "voire d'osmose" entre jeunesses socialistes et jeunesses anarchistes¹³.

Cette situation inédite va exaspérer la fraction intransigeante de l'UA, qui pensent que les anarchistes "perdent leur âme" dans la stratégie de Front révolutionnaire. En août 1936, une scission entraîne 500 adhérentes et adhérents dans une nouvelle structure : la Fédération anarchiste de langue française (FAF).

Conflit sur la "ligne syndicale"

Dans la continuité de sa posture anarcho-anarchiste, la FAF critique également la "ligne syndicale" de l'UA, qui s'est réjouie de la réunification syndicale de mars 1936 entre la CGT et la CGTU (la CGT-SR a été laissée de côté). Les militants de l'UA sont très majoritairement investis dans la CGT réunifiée. A contrario, les militantes de la FAF estiment que les anarchistes doivent rejoindre un syndicat anarchiste, en l'occurrence la CGT-SR. Mais les militant-es de l'UA ne prennent pas la CGT-SR au sérieux. Depuis toujours, ses effectifs squelettiques, sa composition, son expression politique, l'apparentent davantage à une formation anarchiste prosyndicaliste qu'à une véritable centrale syndicale. Par dérision, ils l'appellent parfois la « CGT Sans Rien ».

¹² Fabrice Magnone, *Le Libertaire* (1917-1956), "Autopsie d'un organe anarchiste"

¹³ Louis Mercier, "L'Increvable Anarchisme" (UGE, 1970).

Après Juin 1936, ses effectifs monteront sans doute à 8.000 ou 10.000 adhérent-es¹⁴, qui restent cependant une poussière face aux 4,5 millions de la CGT.

Le désintérêt de l'UA pour la CGT-SR trouve peut-être une explication supplémentaire après Juin 1936 : c'est que plusieurs dizaines voire centaines de militant-es CGT ont rejoint l'UA. Pour eux et elles, quitter la CGT pour adhérer à la CGT-SR signifierait concrètement abandonner une section CGT nombreuse et rajeunie pour se retrouver seul-e CGT-SR sur sa boîte — une démarche qui tiendrait plus de l'acte de foi idéologique que du pragmatisme.

Après Juin 1936, s'amorce d'ailleurs au sein de l'UA un mouvement de création de groupes anarchistes d'entreprises, à l'initiative des anciens de la FCL (Ridel et Guyard). On en compte bientôt une dizaine en Région parisienne : chantiers du Trocadéro, Sauter-Harlé, Brandt, Renault, Citroën, Panhard-Levassor, SKF, Gnome et Rhône, Somua. Mais la majorité du secrétariat de l'UA, considérant le caractère non statutaire de ces groupes, leur refusera le droit de vote au congrès de 1937. Le secrétariat, constatera un militant célèbre, Nicolas Lazarévitch, « n'a pas su comprendre l'élan de lutte de classe qui animait les nouveaux adhérents »¹⁵. Ce revers conduira une partie de la frange ouvriériste de l'UA à s'en retirer pour se consacrer, avec des pivertistes et d'ex-CGTU antistaliniens, à l'émergence du Cercle syndicaliste lutte de classe, un courant syndicaliste révolutionnaire apparu à la mi-1937 au sein de la CGT et qui regroupera jusqu'à 1000 adhérent-es notamment dans l'enseignement, la métallurgie, le bâtiment, et dans la fédération des Techniciens¹⁶.

¹⁴ Jérémie Berthuin, op. cit.

¹⁵ Jean Rabaut, op. cit.

¹⁶ Jean Rabaut, op. cit.

Les vrais problèmes commencent

Ces années 1934-1936 auront vu l'Union anarchiste s'enthousiasmer pour "l'unité d'action" antifasciste, puis se révolter contre la dérive patriote et républicaine du Front populaire, dénoncer les illusions de la gauche au pouvoir, s'engager dans les grèves sans nécessairement en tirer toutes les leçons, devenir un pôle révolutionnaire de référence. Mais l'apogée consécutive à Juin 36 sera de courte durée.

À partir de la mi-1937, l'UA va peiner à maintenir une politique cohérente. Piégée comme les autres minorités révolutionnaires par le dramatique reflux des luttes, les errements de la Révolution espagnole, la montée des menaces de guerre (Anschluss, Munich, Pacte germano-soviétique), elle fera souvent montre de moins de lucidité que la petite FAF ou le Cercle syndicaliste lutte de classe. Dans une situation complexe, elle pâtira de ses propres hésitations stratégiques et des faiblesses structurelles dont les équivoques du congrès de 1934 sont en partie responsables. À l'instar de bien d'autres, si elle a bénéficié de la spirale ascendante de l'après-Février 1934, elle subira le recul du mouvement ouvrier qui ira, comme l'écrit Jean Rabaut, « de défaite en défaite, jusqu'à la défaite ». Acculée à un certain pacifisme incantatoire, dépourvue de stratégie claire face à la guerre, l'UA — de même que la FAF, le PSOP, la CGT-SR et d'autres — s'effondrera à la déclaration de guerre, en septembre 1939.

Guillaume Davranche¹⁷
(AL Paris-Sud)

¹⁷ Publié sous licence C.C. type 1 (citation des sources) en accord avec l'auteur.

Source : Alternative Libertaire

https://www.socialisme-libertaire.fr/2015/04/1934-1937-les-anarchistes-et-le-front-populaire.html?utm_source=chatgpt.com

CHRONOLOGIE DU FRONT POPULAIRE (1934-1938)

L'euphorie antifasciste unitaire

6 février 1934 : Manifestation sanglante des ligues d'extrême droite.

9 février 1934 : Manifestation antifasciste et anti-SFIO du PCF : 6 morts.

12 février 1934 : Grève générale et manifestation monstre sur le Cours de Vincennes, avec la CGT, la SFIO, l'UACR, la CGT-SR, le PCF, la CGTU. 100.000 personnes scandent « Unité d'action ! Unité d'action ! »

20-21 mai 1934 : Congrès anarchiste dit de "l'Unité" sous les auspices de l'antifascisme. L'UACR se rebaptise Union anarchiste (UA). Une fraction intransigeante des communistes libertaires ne le tolère pas et forme la Fédération communiste libertaire (FCL).

11 juin 1934 : "Armistice" PCF-SFIO.

27 juillet 1934 : Pacte d'unité d'action PCF-SFIO, essentiellement antifasciste.

10 octobre 1934 : Première utilisation du terme "Front populaire" dans L'Humanité. Le PCF propose à la SFIO d'étendre le pacte d'unité d'action au Parti radical (centre républicain).

Le tournant stalino-patriote

2 mai 1935 : Pacte Laval-Staline d'assistance mutuelle franco-soviétique. Virage patriote du PCF.

14 juin 1935 : Début des pourparlers de réunification CGT-CGTU.

14 juillet 1935 : Grande kermesse républicaine : 500.000 manifestant-es dans toute la France pour le Front populaire, drapeaux rouges et drapeaux tricolores mêlés.

5-9 août 1935 : Grèves sanglantes dans les arsenaux de Brest et Toulon, condamnée par PCF, SFIO et Parti radical.

Août 1935 : Le VIIe Congrès du Komintern abandonne officiellement la stratégie “classe contre classe” et officialise la stratégie de “Front populaire” (alliance communistes —socialistes-républicains) contre le fascisme.

La dissociation des révolutionnaires

Septembre 1935 : Au sein de la SFIO, naissance de la Gauche révolutionnaire, avec Marceau Pivert.

Décembre 1935 : Sébastien Faure dans *Le Libertaire* : « Le Front populaire est mort [...]. Tant mieux. De profonds. »

10 janvier 1936 : Publication du programme électoral — plus que modéré — du Front populaire.

2-5 mars 1936 : Au congrès de Toulouse, réunification de la CGT et de la CGTU.

12-13 avril 1936 : Congrès de l’UA, qui dénonce dans le Front populaire une coalition interclassiste, patriote et républicaine. Définition de la stratégie de “Front révolutionnaire”.

5 mai 1936 : Victoire du Front populaire aux législatives.

La vague de grèves

11 mai 1936 : Début des grèves avec occupation dans les usines. Le mouvement s’étend bientôt à toute la France et va durer près d’un mois.

15 mai 1936 : La FCL réintègre l’UA.

7 juin 1936 : Signature des accords de Matignon entre le patronat, la CGT et le gouvernement.

11 juin 1936 : Le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, soutient « [qu’] il faut savoir terminer une grève ».

Épilogue

18 juillet 1936 : Espagne : soulèvement des troupes nationalistes, début de la Guerre civile et de la Révolution espagnole.

7 août 1936 : Léon Blum décide de la politique de non-intervention en Espagne.

15-16 août 1936 : Au congrès de Toulouse, les intransigeants scissionnent de l'UA et constituent une Fédération anarchiste de langue française (FAF).

26 septembre 1936 : En Espagne, la CNT occupe trois postes dans le gouvernement catalan.

4 novembre 1936 : Quatre ministres CNT entrent dans le gouvernement républicain espagnol. L'UA tait ses critiques. La FAF proteste publiquement.

Décembre 1936 : Vote par le Front populaire de la loi sur "l'arbitrage obligatoire", réglementant le droit de grève.

1er novembre 1937 : Au congrès de l'UA, les groupes anarchistes d'entreprise n'obtiennent pas le droit de vote. Départ des anciens de la FCL.

Janvier 1938 : Premier numéro du Réveil syndicaliste, organe du Cercle syndicaliste lutte de classe.

Juin 1938 : Scission de la Gauche révolutionnaire de la SFIO et fondation du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) avec Marceau Pivert et Daniel Guérin.

Denis éditions artisanales
12 avenue de Lattre de Tassigny,
La Forge 71360 Épinac
edition@denis-editions.com